

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/C/W/263

7 mai 2001

(01-2314)

Conseil du commerce des marchandises

Original: anglais

FOURNITURE D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DANS LE CADRE DE LA FACILITATION DU COMMERCE

Données d'expérience recueillies par l'Administration des douanes australiennes

I. INTRODUCTION

Le Programme d'assistance technique de l'Administration des douanes australiennes (ADA) vise à aider les pays moins développés à moderniser et réformer leurs processus et procédures douaniers tout en assurant la conformité de ceux-ci avec les conventions et principes de l'OMC et de l'Organisation mondiale des douanes (OMD).¹ Nous veillons à ce que l'assistance que nous sommes amenés à fournir soit conforme aux objectifs généraux d'aide internationale de l'Australie et vienne les compléter.

II. CONTEXTE

L'Administration des douanes australiennes a depuis longtemps mis sur pied un vaste programme d'assistance technique internationale, qui reflète les priorités du gouvernement australien en matière d'aide et d'assistance à l'étranger en général, l'accent étant mis sur la région Asie-Pacifique.

Pour l'essentiel, cette assistance contribue directement à améliorer l'environnement commercial international en facilitant la circulation des marchandises. Les améliorations apportées aux processus et procédures qui résultent de l'octroi d'une assistance augmentent l'efficacité et la productivité de l'organisation. Par ailleurs, les résultats attendus sont conformes au programme de réforme et de modernisation entrepris par de nombreuses administrations des douanes.

Les demandes d'assistance proviennent de différentes sources, dont les suivantes:

- administrations des douanes individuelles;
- organismes multilatéraux comme la CNUCED, l'OMC, l'OMD et l'APEC²;
- autres organismes publics australiens;
- établissements d'enseignement, telles les universités;
- secteur privé.

¹ Avant tout, l'assistance technique fournie par l'Administration des douanes australiennes contribue directement à aider les administrations à respecter les dispositions de la Convention de Kyoto révisée. L'Annexe générale de la Convention de Kyoto révisée couvre bon nombre des questions liées à l'efficacité dont il faut tenir compte pour aborder la modernisation et la réforme des administrations douanières, qui visent à faciliter le commerce international. Les autres conventions de l'OMD portent sur: le système harmonisé (SH), l'éthique (Arusha) et les règles d'origine.

² **Organisation de coopération économique Asie-Pacifique.** Instance regroupant 21 économies et visant à libérer et ouvrir le commerce dans la région Asie-Pacifique.

III. IDENTIFIER LES BESOINS ET CIBLER L'ASSISTANCE

Pour déterminer quels pays bénéficieront en priorité de son assistance technique, l'ADA examine les facteurs suivants:

- relations stratégiques avec l'Australie dans le cadre de voyages et d'échanges internationaux;
- relations commerciales avec l'Australie;
- relations inter-douanières;
- relations politiques avec l'Australie;
- situation géographique par rapport à l'Australie;
- besoins généraux de l'administration des douanes;
- questions politiques.

L'ADA doit également déterminer quelles sont les zones douanières prioritaires pour l'octroi de son assistance. Les facteurs à prendre alors en considération sont, entre autres:

- les besoins spécifiques des administrations des douanes;
- le risque que présente pour l'Australie l'existence de processus et procédures douaniers peu efficaces dans une zone douanière déterminée;
- le nombre de pays demandeurs d'assistance dans une zone douanière déterminée;
- les ressources et le savoir-faire des douanes australiennes dans une zone déterminée;
- les priorités établies par les instances douanières internationales.

L'OMD a mis au point sa propre méthode pour cerner les besoins des administrations des douanes, à savoir le programme de réforme et de modernisation douanières. Ce programme vise à permettre aux administrations de déterminer leurs besoins dans la gamme des fonctions douanières au moyen d'un processus de diagnostic mené par les principaux responsables. L'objectif en est de mettre fin à la pratique actuelle des administrations qui consiste à accepter une assistance technique simplement parce qu'elle est offerte, sans se soucier de son utilité ou de son opportunité.

Le gouvernement australien et les instances internationales concernées par la coopération pour le développement partagent le même objectif général:

promouvoir le développement durable de pays désignés en aidant leur gouvernement et les organisations régionales à mettre en place des programmes de développement de grande qualité.

L'ADA a pour objectif plus spécifique de:

contribuer à la mise en œuvre de la politique étrangère et à la réalisation des objectifs commerciaux du gouvernement en harmonisant et en améliorant les procédures douanières internationales afin de faciliter la création d'un environnement commercial mondial.

IV. ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ADA

L'assistance technique fournie jusqu'à présent par l'ADA comprend:

- une formation dispensée aux membres d'administrations étrangères, soit en Australie soit dans les pays qui en font la demande;
- des analyses des besoins en formation effectuées dans les administrations étrangères par des fonctionnaires de l'ADA;

- la mise au point d'éléments de projets d'assistance technique par des consultants sous contrat avec l'ADA;
- l'organisation de conférences ou de séminaires à l'intention de membres d'administrations étrangères, soit en Australie soit dans les pays qui en font la demande;
- l'organisation, en Australie, de voyages d'étude ou de stages;
- la participation à la mise en place de programmes externes;
- le détachement à court et à long terme de fonctionnaires de l'ADA auprès d'administrations ou d'organisations étrangères, y compris par le biais de bourses d'étude;
- l'examen des procédures/de la législation des administrations des douanes étrangères et l'apport de conseils pour élaborer des stratégies de réforme;
- la participation financière à l'élaboration des positions à présenter dans le cadre d'instances multilatérales;
- l'apport d'avis techniques d'ordre douanier à l'AusAID³, au PNUD, à des administrations des douanes régionales et dans le cadre de projets comme le SYDONIA;
- l'apport d'une assistance technique en association avec d'autres organismes;
- la communication de la documentation de l'ADA à des administrations des douanes en cours de réforme;
- la conception de logiciels et l'élaboration de systèmes ou de procédures à l'intention d'autres administrations des douanes;
- le financement du voyage et l'accueil de membres d'administrations régionales invités à participer au Customs International Executive Management Program (CIEMP) offert par l'ADA.

V. ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'INTERMÉDIAIRE D'AUSAID

De nombreux programmes financés par l'AusAID et qui visent au renforcement des institutions ou des capacités du secteur public contiennent des éléments liés à la réforme douanière.

L'aide de l'Australie s'adresse essentiellement à la région Asie-Pacifique. L'assistance technique à des pays du Pacifique Sud que finance l'AusAID englobe aussi l'administration des douanes. L'aide bilatérale qu'apporte l'AusAID dans le cadre de son programme par pays est fondée sur une stratégie visant à faire coïncider les intérêts et besoins du pays bénéficiaire avec les objectifs et les possibilités d'assistance de l'Australie.

VI. ASSISTANCE DANS LE CADRE DU PLAN D'ACTION COLLECTIVE DU SOUS-COMITÉ DES PROCÉDURES DOUANIÈRES DE L'APEC

Une grande partie de l'assistance fournie par l'ADA l'est dans le cadre du Plan d'action collective du Sous-Comité des procédures douanières de l'APEC. Il s'agit-là de programmes de travail pour lesquels l'ADA dépêche des "experts" qui dispensent une assistance technique, ainsi que de programmes pour la réalisation desquels l'Australie joue le rôle de coordinateur de projet; dans ce cas, si les connaissances spécialisées nécessaires ne sont pas du ressort de l'ADA, celle-ci gère son assistance par l'intermédiaire de consultants.

Le Plan d'action collective du Sous-Comité des procédures douanières vise à faciliter le commerce en simplifiant et en harmonisant les procédures douanières, tout en soutenant la libéralisation et l'ouverture des échanges, objectifs de l'APEC. À cette fin, le Sous-Comité des procédures douanières a aligné son Plan d'action collective sur la disposition de la Convention de

³ Agence australienne pour le développement international.

Kyoto révisée relative à la simplification et à l'harmonisation des procédures douanières. L'approche de l'APEC repose également sur le principe selon lequel les bénéficiaires d'une assistance font rapport sur le résultat des activités d'assistance, lequel est examiné et évalué par les coordinateurs du projet.

L'assistance est principalement financée par le Fonds pour la libéralisation et la facilitation des échanges et de l'investissement (TILF), les administrations donatrices mettant à disposition le personnel qualifié nécessaire et couvrant les frais généraux d'administration. L'ADA a participé à la fourniture d'une assistance pour l'exécution de la plupart des 13 éléments du Plan d'action collective du Sous-Comité des procédures douanières, et notamment pour les suivants:

- gestion des risques;
- Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;
- adoption de la Convention sur le Système harmonisé (SH) relative à la classification tarifaire;
- dispositions régissant les importations temporaires;
- dédouanement des envois express;
- adoption de l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC);
- éthique.

VII. APPROCHE RECOMMANDÉE

L'Administration des douanes australiennes estime qu'il est nécessaire d'adopter une approche stratégique planifiée pour améliorer la fourniture de l'assistance technique dans son rapport avec la facilitation du commerce (procédures douanières). Cette approche devrait être conforme aux conventions internationales en vigueur, y compris à la Convention de Kyoto. Elle viserait à:

- assurer une meilleure intégration des ressources;
- éviter les doubles emplois dans la fourniture de l'assistance;
- répondre mieux aux besoins des bénéficiaires.

Au niveau régional, l'Administration des douanes australiennes œuvre, avec d'autres organismes chargés de l'application des lois, à l'élaboration d'une approche plus stratégique. Un certain nombre d'initiatives régionales prises à cet égard pourraient être élargies à l'échelle mondiale. On pourrait ainsi:

- faire coïncider le cadre dans lequel s'insèrent les activités de formation et d'assistance technique avec d'autres cadres d'assistance internationaux tels que ceux de l'APEC et de l'ANASE, ainsi qu'avec le cadre intégré de l'OMC;
- promouvoir l'utilisation de plans stratégiques régionaux qui offrent à la fois un mécanisme de coordination pour les administrations qui y participent et une possibilité de définir les objectifs en matière d'assistance technique;
- échanger des renseignements entre organismes donateurs/agents d'exécution afin que les mandats et les activités de formation et d'assistance technique des uns et des autres soient compris de tous;
- examiner la possibilité d'entreprendre des activités spécifiques en matière de formation et d'assistance technique communes aux organisations et aux agents d'exécution;
- voir s'il serait possible d'élaborer des programmes de formation régionaux;
- dresser un registre de formateurs;
- créer un site Web qui présenterait en détail les activités de formation et d'assistance technique dans la région Pacifique;

- opter pour l'utilisation de critères internationaux plutôt que régionaux (ce qui ferait entrer en jeu, notamment, la Convention de Kyoto, la Déclaration d'Arusha ou l'Accord sur les règles d'origine);
 - pousser les bénéficiaires à prendre plus clairement l'engagement de réformer leurs administrations;
 - améliorer la sélection des participants à une formation visant à stimuler le développement et l'investissement;
 - améliorer la collecte d'informations au service de la formation;
 - veiller, avant de l'octroyer, à ce que l'assistance technique soit viable aux niveaux financier, économique et juridique.
-